

Bruits de bottes en Arctique ?

Un espace géopolitique complexe et convoité



Par **Jean-François Fiorina**

Directeur
 de l'Ecole Supérieure
 de Commerce
 de Grenoble

L'Arctique reste une région mal connue. Aujourd'hui encore se multiplient les missions scientifiques pour mieux l'appréhender. Le pôle Nord a longtemps renvoyé au seul imaginaire, tantôt pays natal des Hyperboréens, tantôt refuge mystique et axe magnétique du monde. L'Arctique ne commence à être véritablement exploré qu'à partir du XIX^e siècle. "Espace longtemps délaissé, le sommet du monde devient brusquement un espace très convoité dont les richesses constituent une véritable caverne d'Ali Baba de la mondialisation. Cette évolution brutale suscite autant de convoitises que de difficultés sur les plans démographique, économique, social, environnemental, culturel, sécuritaire et stratégique", prévenaient François Thual et François Labévière dans leur ouvrage paru en 2008 : *La bataille du Grand Nord a commencé...* (qui avait obtenu le prix *Anteios* 2009 lors du 1^{er} festival de géopolitique et de géoéconomie organisé à Grenoble). La perspective d'un réchauffement climatique global impulse un nouveau *tempo*. Le contrôle de l'Arctique pourrait bien être la grande bataille de ce XXI^e siècle.

Une large superficie de l'océan Arctique est recouverte de glace : deux passages furent envisagés, l'un vers l'est (route maritime du nord), l'autre vers l'ouest (qui n'est aujourd'hui encore qu'une spéculation).

Après un bref désintérêt à la fin de la guerre froide, le Grand Nord occupe de nouveau une place de choix dans l'agenda international. Préservée jusqu'à alors par ses conditions extrêmes - l'"arcticité" pour reprendre le néologisme de l'amiral Besnault -, l'espace arctique est aujourd'hui un territoire de plus en plus accessible. La réduction de la banquise et la décroissance des épaisses glaces pluriannuelles ravivent différends et tensions entre puissances riveraines (États-Unis, Canada, Russie, Norvège et Danemark). Le devenir du Grand Nord reste largement déterminé par des questions géostratégiques encore ouvertes. Songeons aux problèmes d'accès aux ressources nouvelles (minières, gazières, pétrolières et halieutiques) et d'approvisionnements énergétiques, de circulation maritime, des équilibres entre pays riverains ou encore du rôle des acteurs régionaux et internationaux susceptibles d'intervenir (OTAN, UE, ONU).

Du mythe du détroit d'Anian à de nouveaux espaces terrestres et maritimes

Dès le XVI^e siècle, les géographes étaient persuadés qu'il devait exister au nord un détroit entre le Pacifique et l'Atlantique. Baptisé "détroit d'Anian", du nom d'un pays asiatique mentionné par Marco Polo, un tel passage aurait offert un raccourci maritime stratégique. C'était sans compter sur l'océan Arctique dont une large superficie est perpétuellement sous la glace. De là, deux passages furent envisagés : l'un vers l'est, l'autre vers l'ouest. Le premier est déjà une réalité. C'est la fameuse route maritime du nord (*sevmorput*) qui longe la Sibérie du cap Nord norvégien au détroit de Béring. Le passage

L'accélération de la fonte des glaces est en enjeu stratégique : elle libèrerait le passage du nord-ouest et ouvrirait de nouvelles routes martimes.

L'Arctique n'est soumise qu'à la reconnaissance de la ZEE et se prête ainsi à un jeu subtil de revendications territoriales et de rapports de force.

Le Grand Nord est l'objet d'un nouveau "Grand Jeu" dont les cartes sont constituées d'expéditions scientifiques, d'exploitations commerciales et de démonstrations de puissance militaire.

du nord-est n'est navigable qu'en été, mais les Russes s'emploient à étendre toujours un peu plus sa praticabilité. Ouverte seulement deux à trois mois par an dans les années 1980, la route du Nord l'est aujourd'hui durant près de six mois chaque année. Outre la valorisation du Grand Nord sibérien, elle permet aussi une activité de pêche plus intensive. Le second passage, celui du nord-ouest, n'est pour l'instant que spéculation et devrait à terme côtoyer les territoires canadien et américain. Praticable uniquement durant l'été polaire, il reste encore mal connu des navigateurs et nécessite des cargos à coque renforcée ou à double fond. Il demeure que l'accélération de la fonte des glaces en fait un enjeu hautement stratégique. L'ouverture pérenne de ces nouvelles routes représenterait une économie de quelque 8 000 kilomètres par rapport à l'emprunt des routes traditionnelles via le canal de Suez ou de Panama.

Le rapide dégel de l'Arctique promet également à moyen terme l'exploitation de matières premières à l'extraction jusqu'ici difficile et par trop coûteuse. Comme l'affirme François Labévière, rédacteur en chef de la revue *Défense*, "la région arctique recèlerait un quart des ressources mondiales d'hydrocarbures", soit près de 30% du gaz naturel et plus de 11% du pétrole des réserves mondiales estimées. Le sous-sol terrestre est également riche en or, cuivre, nickel et même uranium. Le réchauffement climatique permet une mise en valeur des terres émergées dont les infrastructures souffraient, rappelle l'amiral Besnault, "le plus souvent d'un substrat défavorable (glaciers, toundras en liquéfaction, nuits polaires pétrifiées,...)". L'exploitation des hydrocarbures est pour l'heure timide avec seulement deux sites *offshore* en fonction. Cependant, les développements de ces derniers mois sont spectaculaires : accord fin août 2011 entre les sociétés russe Rosneft et américaine Exxon Mobil pour explorer la mer de Kara, nouveau terminal pétrolier sur la mer de Barents, nouvelle plateforme gazière à l'est de Mourmansk, etc. Gazprom envisage d'ailleurs de tripler sa production annuelle d'ici 2020.

"Contrairement à l'Antarctique régi par la convention internationale de 1991 interdisant l'exploitation du sous-sol et la militarisation pour la sauvegarde de l'environnement, l'Arctique n'est soumise qu'à la reconnaissance de la Zone économique exclusive" et se prête ainsi à un jeu subtil de revendications territoriales et de rapports de force.

Des changements climatiques sources de tensions géopolitiques

Les contentieux frontaliers et d'accès au plateau continental entre États riverains ne sont pas nouveaux, loin s'en faut. Le différend de souveraineté maritime en mer de Barents entre la Russie et la Norvège, par exemple, date du début des années 1920. Mais, plus la variation globale du climat est porteuse de promesses, plus se tendent les relations interétatiques. Au conflit juridique "classique" sur la frontière entre les États-Unis et le Canada dans la mer de Beaufort se superposent des divergences nouvelles sur le statut des détroits : ainsi du passage du nord-ouest, considéré comme détroit international par Washington et eaux intérieures par Ottawa. L'originalité des revendications concernant l'océan arctique est qu'elles se fondent non sur le classique droit de la mer, mais au regard de la continuité physique des fonds sous-marins par rapport au bloc continental auquel ils appartiennent.

Les richesses potentielles du Grand Nord attirent les convoitises et les appétits territoriaux, au point que bon nombre d'experts n'excluent plus le risque de tensions armées. La zone s'y prête d'autant plus qu'elle est déjà militarisée et nucléarisée. Malgré la fin de la guerre froide, elle est demeurée "l'un des bancs d'essai de la dissuasion nucléaire mondiale. Russes et Américains y testent des sous-marins (SNA et SNLE) de nouvelle génération. Plus que jamais, l'Arctique continue d'être le théâtre d'une stratégie de dissuasion tous azimuts. [...] D'autres puissances atomiques comme la Grande-Bretagne et la France, qui jouissent d'une solide expérience de plongée polaire, continuent à utiliser les fonds arctiques comme champ d'entraînement et d'expérimentation", font valoir François Thual et François Labévière. Autre vestige du temps, la présence de bases militaires visant à la fortification de l'espace aérien arctique, avec force radars et autres systèmes de surveillance.

Le nouveau "Grand Jeu" arctique mêle ainsi expéditions scientifiques, exploitations commerciales et démonstrations de puissance militaire. Ces rivalités géopolitiques tendent à être contenues par des organisations internationales existantes (ONU, UE ou OTAN) ou *ad hoc*. Citons le Conseil de l'Arctique, créé en 1996 pour régler les différends entre États riverains, qui admet en outre des pays observateurs comme la France et des organisations inter- ou non-gouvernementales. Certains peuples autochtones ont par ailleurs pris conscience des enjeux économiques et des conséquences d'une ex-

exploitation des richesses du Grand Nord sur leur milieu naturel, et entendent défendre leurs droits. Ainsi, les 150 000 Inuits vivant aux États-Unis (Alaska), Canada (Nunavut en particulier), au Groenland et en Russie se sont dotés d'un organe représentatif, le Conseil circumpolaire inuit.

Quelle stratégie arctique pour la France ?

Nonobstant la proximité de Saint-Pierre-et-Miquelon, la France n'est pas concernée géographiquement par l'espace arctique. Mais elle ne peut en ignorer les enjeux politico-stratégiques. Elle y est d'ailleurs déjà associée, étant à la fois membre de l'Union européenne (qui réfléchit à une politique arctique globale), de l'OTAN, du Conseil de sécurité des Nations unies et observateur au Conseil arctique. La possibilité qu'une partie de l'approvisionnement énergétique futur de l'Europe dépende de l'Arctique renforce l'intérêt d'une implication plus forte de la France dans la préservation de cette région.

"C'est pourquoi toute stratégie maritime vraiment globale doit prendre en compte l'Arctique et l'arcticité", analyse l'amiral Besnault. L'évolution de la situation au Grand Nord et les options politiques qui seront choisies par la France et/ou ses partenaires dans les années à venir induiront nécessairement la mobilisation de capacités spécifiques. Celles-ci sont bien évidemment militaires, comme les navires de combat spécialement adaptés aux conditions de navigation polaire, mais aussi civiles, à l'instar de l'aéronef ATR42 de Météo France. Eu égard à la prégnance des risques naturels ou technologiques (bien plus que des menaces) qui pèsent sur la zone arctique, une attention particulière devrait donc être portée aux moyens civilo-militaires que la France pourrait mettre à contribution dans l'espace arctique. ■

Pour aller plus loin : *La bataille du Grand Nord a commencé...*, par Richard Labévière et François Thual, Éditions Perrin, 248 p., 18 € ; *"Grand Nord : le réchauffement armé"*, par Richard Labévière, *La Revue internationale et stratégique*, n°84 - Hiver 2011, Éditions Armand Colin, 192 p., 20 € ; *Géostratégie de l'Arctique*, par l'amiral Besnault, Éditions Economica/FED, 434 p., 30 €.



EXTRAIT :

Sur l'Arctique et le bouclier antimissile américain : "À cet égard, l'Arctique est devenu l'une des principales plateformes de ces nouveaux systèmes d'armement. Pièce maîtresse du bouclier antimissile américain, la base de Thulé modernisée est considérée par Washington comme l'un des chaînons vitaux du système général de protection mis en place par les États-Unis et leurs alliés contre d'éventuels missiles hostiles, c'est-à-dire comme faisant partie intégrante d'un système de défense globale. Ainsi la zone arctique s'inscrit dans un arc stratégique reliant les centres de commandement de Californie aux dispositifs maritimes de l'océan Pacifique et du Sud-est asiatique." (Richard Labévière et François Thual, *La bataille du Grand Nord a commencé...*, op. cit.)

Pourquoi CLES ?

Comprendre
Les Enjeux Stratégiques

Depuis 2007, Grenoble École de Management a introduit dans son cursus un enseignement de géopolitique. Cette initiative novatrice s'appuie notamment sur la conviction que, face à un monde complexe et en mutation permanente, l'entreprise et les managers ont besoin du prisme de la géopolitique pour se positionner, prendre les bonnes décisions et engager les stratégies adéquates.

Il s'agit toutefois d'une approche originale de la géopolitique. À travers ses enseignements et ses activités de recherche, Grenoble École de Management envisage celle-ci sous un angle opérationnel. L'objectif est d'offrir aux décideurs économiques les outils d'aide à la décision nécessaires pour naviguer dans un environnement au sein duquel les risques et les opportunités évoluent sans cesse.

Avec la publication des notes CLES, Grenoble Ecole de Management souhaite partager, chaque semaine, avec ses partenaires, le fruit de ses recherches en matière de géopolitique. Elle souhaite aussi stimuler les échanges d'idées et les partages d'expérience. Car, dans le monde qui est le nôtre, c'est aussi de la confrontation des visions que provient la performance. ■

Retrouvez d'autres analyses géopolitiques sur www.diploweb.com et sur www.grenoble-em.com/geopolitique.